

De Rio à Rio, en passant par Bruxelles, Francfort et Athènes

Jean-Marie Harribey

28 mai 2012

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2012/05/28/de-rio-a-rio-en-passant-par-bruxelles-francfort-et-athenes>

Cette fin de printemps 2012 connaîtra deux anniversaires. L'un de vingt ans, l'autre de sept ans.

Vingt ans après, l'ONU convoque de nouveau à Rio de Janeiro ses pays membres pour leur conter la nouvelle version du développement soutenable, celle qui se nomme, selon les besoins rhétoriques, croissance verte ou économie verte.¹ Comme pratiquement aucun objectif fixé en 1992 n'a été vraiment atteint, au contraire, notamment en termes de biodiversité protégée ou de réduction d'émission de gaz à effet de serre, il faut bien repeindre la maison qui brûle en vert. Et, aujourd'hui comme jadis, la société civile risque d'être piégée. Dans la stratégie des grandes firmes, polluées en diable et dévoreuses insatiables de ressources, le développement soutenable était, dès le départ, synonyme de développement des affaires en faisant de tout, même de la dépollution, une occasion de profit, voire une opportunité de spéculation avec les permis d'émission. Ce qui n'a pas manqué de susciter la méfiance vis-à-vis de ce concept de développement soutenable, et même, pour certains théoriciens ou militants alternatifs, le refus catégorique de tout développement. C'était mortel pour dynamiser une perspective de transition.²

Le même scénario se prépare. La croissance verte, renommée économie verte ou Green New Deal soulève, avec de bonnes raisons, l'hostilité de nombre d'acteurs et de mouvements sociaux. Avec le risque de s'empêcher de penser un véritable verdissement de l'économie, c'est-à-dire une transition vers une économie écologique qui soit en même temps capable de répondre aux besoins sociaux. Le piège se refermerait alors : condamner toute économie verte aboutirait aux mêmes échecs que le refus de tout développement.

Quelques semaines après être revenu de Rio, j'écrivais un texte, « De Rio de Janeiro à Bruxelles en passant par Maastricht »³, daté du 15 septembre 1992, alors que nous nous apprêtions à nous prononcer sur le traité de Maastricht. J'y écrivais que la ratification du Traité de Maastricht signifierait une coupure entre les pays riches de l'Europe du nord-ouest et les pays pauvres de l'Europe du sud et de l'est, et qu'elle représenterait un verrouillage supplémentaire pour éviter la construction d'un autre Europe, solidaire, tandis que les incantations à la croissance se heurteraient aux limites écologiques. Nous en sommes là.

L'impasse néolibérale en Europe

Nous sommes au bout de l'impasse du capitalisme financiarisé et productiviste. Quelle est la feuille de route proposée par la classe dominante pour en sortir ? Tirer sur la corde jusqu'à ce qu'elle casse. C'est-à-dire imposer l'austérité à perpétuité aux peuples en promettant la croissance verte. L'austérité certaine tout de suite, l'économie verte hypothétique aux calendes... grecques. Et voici la Grèce, maillon le plus faible de cette chaîne, condamnée, comme le plus petit matelot du navire, à être, sinon mangé, jeté par

¹ Voir mes textes précédents sur ce blog.

² Pour une présentation théorique critique, voir Jean-Marie Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997.

³ <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/europe/maastricht.pdf>

dessus bord. L'endettement public, résultant uniquement des politiques néolibérales de défiscalisation et d'endossement des dettes privées, fait craindre aux gouvernants, aux banquiers et autres spéculateurs l'insolvabilité des États. Leur échafaudage monétaire orthodoxe branle, il faut l'adosser à un Pacte budgétaire draconien. Comme les peuples comprennent bien le sort qui leur est promis, et, en particulier, comme les Grecs, et peut-être aussi les Irlandais, expriment un refus de cette austérité, les gouvernants les plus arrogants ou les plus autistes, on ne sait, emmenés par Mme Merkel, sont désormais convaincus qu'il leur faut éjecter la Grèce récalcitrante.

Pas de chance, les traités européens ne prévoient pas une telle procédure. Alors, on invente le chantage et on essaie de persuader l'opinion qu'un refus du « memorandum » (« accord » imposé par la Troïka au gouvernement grec pour obtenir des « aides ») équivaut à une sortie de l'euro et de l'Union européenne. Tel était, par exemple, le sens de l'éditorial du *Monde* du 23 mai 2012, signé par Erik Izraelewicz. Un peu à la manière stalinienne : on exclut mais on dit que l'exclu s'est placé de lui-même en dehors de la structure, ou bien on fait avouer au prisonnier un forfait qu'il n'a pas commis.

La malchance semble s'acharner sur les procureurs car une position politique tout autre a pris corps en Grèce : le parti Syriza fait campagne sur le refus de l'austérité et le maintien dans la zone euro. Et nombreux sont ceux dans le reste de l'Europe qui se reconnaissent dans cette démarche : la bataille contre les politiques néolibérales, contre la logique d'un système qui mène au chaos social et écologique n'est pas une bataille contre le principe d'une Europe et d'une solidarité entre les peuples, même et surtout entre des peuples dont les niveaux de développement économique sont différents.

Nous arrivons aujourd'hui au carrefour qui était prévisible il y a sept ans lorsqu'il s'agissait de dire non au projet de traité constitutionnel européen. Faut-il obéir au chantage de la classe dominante (austérité renforcée ou éjection du navire) ou bien casser ce chantage et lui opposer une politique sociale qui prenne l'exact contre-pied des avantages que se sont attribués les dominants ?

Ce qui se joue en Grèce ne concerne pas uniquement les Grecs, il concerne tous les peuples d'Europe. Et, inversement, leur réussite dépendra en grande partie du soutien qu'ils obtiendront ailleurs. Et c'est là que le bât blesse.

Face à l'intransigeance d'Angela Merkel, de son ministre des finances Wolfgang Schäuble, du président de la Bundesbank Jens Weidman, du président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, de la directrice du FMI Christine Lagarde, il ne suffira pas d'adjoindre un appendice au Pacte budgétaire sur la croissance. Certes, François Hollande a provoqué un frémissement de contestation, mais qui n'est pas allé jusqu'à remettre en cause la conditionnalité que le Pacte budgétaire impose pour bénéficier des aides du Mécanisme européen de stabilité (MES).

L'alternative à tâtons

Pour l'instant, le seul embryon de contestation de l'austérité repose sur les campagnes pour exiger un audit citoyen de la dette publique, pays par pays, et un audit international. Partout, grandit l'idée qu'une bonne part, sinon la totalité, des dettes publiques sont illégitimes en raison de leur origine et des taux d'intérêt usuraires pratiqués par les banques, surtout à l'égard des pays les plus fragiles.

Malheureusement, le rapport de force en faveur d'une politique différente reste handicapé, d'une part, par la consanguinité des politiques social-démocrates et des politiques libérales, et d'autre part, par la cacophonie qui règne parmi les adversaires de l'Europe libérale.

D'un côté, depuis vingt ans (Maastricht), et deux fois vingt ans pour le cas français (tournant de la rigueur), le cap est le même. Le nouveau ministre des Affaires étrangères

français Laurent Fabius (ancien héraut du « non », mais de quel « non » ?) l'a rappelé sans états d'âme à « nos amis grecs » : « on ne peut pas à la fois vouloir rester dans l'euro et ne faire aucun effort »⁴.

De l'autre côté, ça tire à hue et à dia entre ceux qui prônent, et ont toujours prôné, la sortie de l'euro et de l'Union européenne, et ceux qui soutiennent la démarche de Syriza.⁵ Les premiers font valoir qu'il sera impossible de refuser le memorandum tout en restant dans l'euro. Les seconds disent que tout dépendra du rapport de forces créé. Comme l'incertitude sur ce dernier règne, il est vraisemblable que les Grecs devront enfreindre aux règles qui leur seront imposées.

Ce qui était prévisible et qui aurait pu se faire relativement calmement il y a deux ans, annuler une dette qui ne pouvait être remboursée dans un contexte d'austérité et de récession forcées, devra se faire de façon urgente : annuler cette dette. C'est-à-dire déclarer la mise en défaut de l'État grec, ce qui n'équivaut pas à la faillite, notion qui n'a aucun sens dans le cas d'un État qui ne peut disparaître. Plusieurs modalités peuvent être combinées, qui, toutes, partent de la suspension du versement des intérêts. La plus grande partie du déficit public courant est ainsi éliminée. Cette bombe à retardement déminée, en l'absence d'infléchissement de la politique de la BCE, ce qui est probable, la mobilisation de la banque centrale grecque est nécessaire. Pour quoi faire ? Pour émettre des euros et pas des drachmes !

C'est le point de rébellion contre l'absurdité et le cynisme des dirigeants européens et que les autres peuples européens doivent soutenir.

Pourquoi ce scénario est, à mes yeux, préférable à celui de la sortie de l'euro et une dévaluation de la drachme ? Pour deux séries de raisons. La première est que, bien que l'annulation de la dette fasse cesser toute obligation à l'égard des créanciers étrangers, il reste un problème crucial que la dévaluation vient considérablement renforcer : dans l'état de déliquescence de l'économie grecque, les exportations, qui ne couvrent actuellement qu'environ 50 % des importations, ne pourraient être avant longtemps stimulées (sauf peut-être dans les services aux touristes dont le pouvoir d'achat serait renforcé), tandis que les importations cruciales en machines outils, en énergie, voire en produits alimentaires, seraient renchéries en proportion de la dévaluation.⁶

La seconde raison n'est pas avant tout d'ordre économique, elle est d'ordre politique. Ou bien on considère que l'Union européenne est une machine à faire de la compétitivité et du profit et, à ce moment-là, il n'est pas besoin pour les pays les plus avancés de s'encombrer des pays les plus en retard. Ou bien on considère qu'elle doit être un espace de démocratie, de coopération et de solidarité, quels que soient les niveaux de productivité du travail des uns et

⁴ Sur Europe 1, 21 mai 2012.

⁵ Cette opposition est, elle aussi, vieille de sept ans et parcourait en France toute la gauche du « non » et le mouvement altermondialiste. Ainsi, le 24 mai 2005, dans un article du *Monde*, « La fin programmée de l'Union européenne », Jacques Nikonoff stigmatisait l'Espagne, le Portugal et la Grèce « sous perfusion permanente de fonds européens ». Cette opposition n'est pas étrangère à la grave crise interne à Attac qui se produisit un an après, et qui conduisit à la démission forcée de l'auteur de cet article de sa responsabilité de président de cette association. Pour les débats sur l'Europe, voir Attac (coord. Jean Tosti), *L'Europe à quitte ou double*, Paris, Syllepse, 2009.

⁶ En dépit d'une grande proximité avec Frédéric Lordon sur l'analyse de la crise actuelle, je me sépare nettement sur ce point de son dernier texte de blog : « Euro, terminus ? », 24 mai 2012, <http://blog.mondediplo.net/2012-05-24-Euro-terminus>. F. Lordon conteste l'analyse de Patrick Artus et Jésus Castillo, « Sortie de la Grèce de l'euro : est-ce que ce n'est vraiment pas grave ? », Natixis, *Special Report, Recherche économique*, n° 55, 15 mai 2012, <http://cib.natixis.com/flushdoc.aspx?id=63971>, au motif que « de 2009 à 2011 l'effondrement du salaire réel (jusqu'à -12 %) a eu des effets sur la balance courante dont le déficit est passé de 16 à 10 points de PIB, et ceci largement du fait de la remontée des exportations, preuve que le commerce extérieur grec est sensible aux effets de taux de change réel ». Mais ce qui peut se vérifier pour une dévaluation par les salaires, car l'effet est immédiat, ne peut l'être pour une dévaluation par le taux de change, dont le but est de modifier la structure de l'économie, qu'on ne peut atteindre qu'à moyen ou long terme.

des autres.⁷ C'est le critère qui doit présider à tous les autres. Et, alors, par voie de conséquence, il implique des transferts financiers, qui dépendent ensuite eux-mêmes de trois conditions⁸ :

- une réduction drastique des inégalités entre groupes sociaux dans tous les pays, afin d'éviter que l'idée des transferts en direction des pays dont l'économie est faible ne soit repoussée dans les pays les riches par les classes populaires qui subissent elles aussi l'austérité ; on saisit ainsi la nécessité de lutter ensemble en Europe contre l'austérité et contre la ratification du Pacte budgétaire ;
- un contrôle strict des mouvements de capitaux qui suppose une socialisation du secteur bancaire et financier, laquelle permettra de sélectionner les crédits en fonction de l'utilité sociale et écologique des investissements envisagés ;
- un changement de la politique monétaire pour instaurer en toute situation la garantie irrécusable par la BCE de tout financement d'investissement public, et pour restaurer, en situation de crise, la possibilité de financement direct par la BCE⁹ ; à cet égard, la création d'un Mécanisme européen de stabilité n'a de sens que s'il est public¹⁰ et doté du statut bancaire, et l'émission éventuelle d'euro-obligations doit être réservée aux établissements publics¹¹.

Ni tutelle, ni cavalier seul

Partisans et adversaires de l'euro actuel s'accordent pour reconnaître que l'éclatement de la zone euro et même de l'Union européenne a une probabilité importante de se produire. Pour l'éviter, les gouvernements les plus puissants envisagent ouvertement l'exclusion d'une Grèce qui n'accepterait pas sa mise sous tutelle. Leurs adversaires misent sur le fait que, en refusant de faire cavalier seul, on fait éclater les contradictions de l'Union européenne.

- Si la Grèce sort de l'euro par manque de solidarité populaire, les gouvernements néolibéraux vont durcir leur politique d'austérité, et si d'autres pays sont contraints à partir, alors il ne restera que les pays « durs », mais qui seront contraints à renforcer

⁷ Fustigeant un article de Clothilde Mathieu dans *L'Humanité* du 22 mai 2012, Jacques Nikonoff (« Étude sur la Grèce et la sortie de la zone euro », 26 mai 2012, p. 17, <http://www.m-pep.org/spip.php?article2598>) suggère aux Grecs de pratiquer une politique de substitution aux importations : bravo, pour une politique d'urgence, l'exemple de la substitution aux importations qui suppose un changement complet des structures de l'économie, est probant ! Soyons sérieux, l'auteur estime nécessaire une dévaluation de la drachme de 50 % : « Comme les importations ne représentent que 20% du PIB, la hausse des prix ne sera en moyenne que de 10 % et non de 30 % ou 50 % comme on l'entend dire parfois. » (*op. cit.*, p. 21) Ainsi, un renchérissement des produits importés n'aurait d'impact que sur les prix de ces produits vendus à l'intérieur du pays ? Mais c'est ignorer l'interdépendance des secteurs de l'économie, surtout s'il s'agit de biens d'équipement.

⁸ Pour de plus amples détails, voir Jean-Marie Harribey, « Travail, économie et finance : cinq ans pour bifurquer, Les sept chantiers de la transition », in *Altergouvernement, 18 ministres-citoyens pour une réelle alternative*, Paris, Le Muscadier, 2012, p. 87-102, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/alter-gouvernement-travail.pdf> ; « Pour une Banque centrale européenne au service des peuples et en finir avec la loi de la finance », mai 2012, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/bce-au-service.pdf>

⁹ Par définition, une banque centrale n'a pas à se poser le problème de sa recapitalisation, puisqu'elle a le pouvoir d'émettre, sans refinancement ultérieur, sa monnaie. Son seul besoin de refinancement est en devises extérieures, ce qui implique une certaine liaison entre politique monétaire et politique de change.

¹⁰ Pour l'instant, à ma connaissance, le MES est créé sous statut de droit privé luxembourgeois. Tout un programme !

¹¹ En plus de l'alignement social-démocrate sur le néolibéralisme et de la cacophonie à gauche de la gauche, il y a l'illusion tragico-comique d'Europe-Écologie-les-Verts consistant à croire que le MES est l'embryon d'une solidarité européenne, alors que son aide est suspendue au respect du Pacte budgétaire et que, comme on l'a dit ici, il ne sera pas doté du statut bancaire lui permettant de se refinancer auprès de la BCE. Voir Alain Lipietz, *Green Deal, La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Paris, La Découverte, 2012. Pour une critique de la position des Verts, voir Fondation Copernic, *Changer vraiment, Quelle politique de gauche ?*, Note, Paris, Syllepse, 2012 ; et Jean-Marie Harribey, « Pour une Banque centrale européenne au service des peuples et en finir avec la loi de la finance », *op. cit.*

encore un coup la pression sur leurs propres travailleurs, sous peine de voir fondre leurs excédents commerciaux, etc. De toute façon, la classe dominante entend bien, euro ou pas, monnaie unique ou pas, faire payer sa crise aux populations : que l'on sache, au Royaume-Uni ou dans nombre d'anciens pays de l'Est appartenant à l'Union européenne mais pas à la zone euro, l'austérité n'est pas moindre qu'ailleurs.

- Si la Grèce décide d'enfreindre les règles, elle met au pied du mur l'Union, car la liberté de circulation des personnes et des capitaux (la fameuse règle) fera que l'euro émis par la Banque de Grèce sera interchangeable avec l'euro patenté BCE.

Le second scénario est-il crédible ? Non, si on laisse les Grecs se battre seuls contre la Troïka. Oui, si les syndicats, les partis, les associations, etc., s'engagent avec eux dans cette perspective. Si cette perspective n'était pas ouverte, la nouvelle présidence française serait vouée à renoncer à tout, et l'Europe s'acheminerait vers le chaos politique, d'où le pire pourrait venir.

Ni tutelle, ni cavalier seul, donc, mais pas seulement sur les questions monétaire et budgétaire, également sur le type de développement à promouvoir. Car, ce qu'il se passe en Europe a à voir avec la situation sur le plan mondial. La crise européenne est la traduction locale de la crise capitaliste mondiale, dont on sait que ses deux racines sont la contradiction entre capital et travail et la contradiction liée à l'exploitation sans vergogne de la nature. L'itinéraire qui va de Bruxelles à Athènes en passant par Francfort comporte un aller et retour vers Rio.